

Contribution de Jean-Claude Vigato.

Pour Citoyenneté active Lorraine, les 7-8 janvier 2019

Il est vrai que nous devons défendre les valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité et bien sûr Laïcité (que nous devrions proposer d'ajouter à la devise républicaine).

### 1° - Liberté.

C'est la notion la plus ambiguë. Elle peut évidemment être chargée d'une signification démocratique lorsqu'elle est suivie de pensée, par exemple. Ce peut être la liberté de la presse, mais cela rend nécessaire quelques précautions, par exemple l'existence d'une déontologie acceptée par tous, voire d'un conseil de déontologie du journalisme.

Quant à la liberté économique, on sait qu'elle ne peut être qu'encadrée sauf à nourrir un libéralisme ravageant la société. La concurrence libre et non faussée de l'Europe néo-libérale condamne chaque jour les services publics faisant passer dans les échanges marchands tout ce qui peut engendrer des profits. Quant à espérer que la main invisible du marché va réduire les coûts, l'augmentation continue du prix du gaz a prouvé le contraire.

Une autre question, c'est la liberté politique, c'est-à-dire la liberté d'adopter telle ou telle doctrine, de la proposer et de la défendre publiquement. C'est aussi la liberté de voter pour élire des représentants dans la mesure où il sont sans doute nécessaires. Mais cette liberté appelle plusieurs réflexions.

Ne devrait-on pas remplacer le droit de vote par le vote obligatoire ? Cela signifie bien sûr que les votes blancs soient comptés et que la loi définisse le seuil en deçà duquel la consultation ou l'élection devrait être annulée et recommencée. Nombre d'États, en particulier la Belgique, l'Australie, le Luxembourg, le pratiquent et sanctionnent les électeurs ne se rendant pas aux urnes. Ce n'est donc pas une proposition utopique pas plus que celle ne serait coercitive. Le vote blanc ayant une vraie valeur n'est-il pas préférable à l'abstention. La hauteur en France de celle-ci ne l'impose-t-elle pas ? L'abstention massive ne conduit-elle pas à une dévalorisation du sentiment républicain, à un rejet méfiant du personnel politique et à un désintérêt pour les idées et programmes politiques ?

Ne devrait-on pas aussi adopter le référendum d'initiative populaire, qui ouvrirait la possibilité de refuser une loi, d'en proposer une, voire de proposer un débat constitutionnel. Il y aurait aussi la possibilité de révoquer un élu ou une élue ? La loi fixerait le nombre de signatures nécessaires pour provoquer ces consultations référendaires et leurs possibilités dans la durée d'une législature, d'un mandat.

### 2° – Égalité.

La seule égalité reconnue par le droit libéral, c'est l'égalité des contractants, par exemple entre un employeur et un employé. Or ce rapport est en fait inégalitaire en particulier dans un contexte social où règne un chômage de masse.

Quant à l'égalité devant l'impôt, on sait que c'est une illusion, les très riches (contribuables, sociétés) ayant recours non seulement à l'optimisation fiscale mais aussi parfois à la fraude avec la complicité de grandes banques internationales et de certains États. D'autre part, l'instauration d'un impôt universel déjà appliqué par les États-Unis pourrait décourager l'évasion fiscale.

Le mouvement des Gilets jaunes a démarré sur une protestation envers une taxe sur le diesel. Une taxe c'est-à-dire un impôt payé par tous les acheteurs quel que soit leurs revenus. L'impôt le plus injuste. Chacun ne devrait-il pas contribuer selon ses revenus ? La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et alors l'augmentation de celle sur les produits de luxe pourrait contribuer à la résorption de cette injustice, comme la mise en place d'un impôt sur les revenus réellement progressif avec une augmentation du nombre de tranches.

### 3° – Fraternité.

Face à la guerre de tous contre tous, la société ne devrait-elle pas promouvoir la coopération et la solidarité dans la vie hors travail comme dans le travail. Des prestations sociales permettant à leurs bénéficiaires de vivre décemment à la démocratie dans l'entreprise, c'est un chantier immense.

Il devrait en aller de même entre les États. Au libre échange ne faut-il pas préférer la coopération et le protectionnisme solidaire ?

Vive la République sociale !

